



Les services du FMI achèvent leur mission de Consultation de 2021 au titre de l'article IV en Guinée

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite dans un pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au conseil d'administration pour examen et décision.

- *La croissance devrait atteindre 5,2% en 2021, tirée par la vigueur continue du secteur minier, pendant que le pays est aux prises avec une deuxième vague d'infections à la Covid-19 et à la résurgence de l'épidémie Ebola. La croissance non minière reste modérée et ne devrait pas se redresser complètement avant 2022.*
- *Les priorités de politiques publiques immédiates portent sur la poursuite de la riposte contre la pandémie, notamment en accélérant les vaccinations à grande échelle, en intensifiant les efforts pour soutenir les populations vulnérables et en soutenant la reprise économique.*
- *Les autorités sont encouragées à poursuivre leurs efforts de mobilisation des recettes intérieures - y compris du secteur minier - afin de créer un espace budgétaire pour financer les besoins pressants de développement des infrastructures et du capital humain. Les réformes visant à renforcer la gouvernance et le climat des affaires stimuleront la diversification et assureront une reprise plus résiliente et inclusive.*

Washington, DC – 30 Avril, 2021: Une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Mme Clara Mira, a organisé une mission virtuelle du 14 au 28 avril 2021 pour mener la consultation au titre de l'article IV pour 2021 avec la Guinée.

A la fin de la visite, Mme Mira a fait la déclaration suivante:

« L'économie guinéenne a résisté au choc de la Covid-19 avec une forte croissance de 7% en 2020, portée par un secteur minier en plein essor. Cependant, malgré la mise en œuvre d'un plan de réponse rapide et bien structuré, la pandémie a fait des ravages dans l'économie non minière, qui représente plus des ¾ du PIB total et emploie une grande majorité de la population. Alors que le secteur minier devrait continuer à soutenir la croissance globale en 2021, la Guinée est confrontée à un double choc sanitaire, avec une augmentation des cas de Covid-19 couplée à une résurgence de l'épidémie d'Ebola, qui semble heureusement localisée et maîtrisée. À ce titre, la croissance du secteur non minier ne devrait se redresser que progressivement.

« Au cours des derniers mois, la hausse des prix des denrées alimentaires et des coûts de fret associée aux perturbations des circuits d'approvisionnement liées à la Covid-19, ainsi que l'impact de l'assouplissement des politiques budgétaires et monétaires pour répondre à la

pandémie, ont poussé l'inflation globale à plus de 12%. Le compte courant s'est détérioré en raison de la montée en flèche des importations de services de gestion, de fret et de télécommunications, atténuant la vigueur de la balance des biens due à l'accroissement des exportations de produits miniers. Les réserves ont continué d'augmenter progressivement pour atteindre 1,3 milliard de dollars à fin 2020.

«Les résultats budgétaires de 2020 reflètent l'impact de la mise en œuvre du plan des autorités pour la riposte à la Covid-19. Les dépenses en capital étaient sous-exécutées. La dette publique a atteint 44% du PIB à fin 2020, notamment en raison de la concentration en début de période du premier décaissement du prêt pour le barrage de Souapiti.

« La mission se félicite de l'objectif déclaré des autorités d'augmenter les recettes intérieures au cours des deux prochaines années, notamment en introduisant des contrats de performance, et a recommandé l'adoption rapide du nouveau code des impôts. La mission a également été encouragée par les récents efforts de digitalisation de la fiscalité. Cependant, des efforts plus importants seront nécessaires pour mobiliser les revenus du secteur minier. Les autorités sont invitées à appliquer le Code minier à tous les nouveaux contrats et à entreprendre les travaux supplémentaires sur les questions de prix de transfert.

« Les autorités travaillent à l'acquisition de vaccins Covid-19, avec l'aide des partenaires au développement, notamment dans le cadre de l'initiative COVAX. Les partenaires au développement devraient soutenir les efforts de la Guinée pour vacciner une part importante de sa population en 2021, en fournissant des subventions et des prêts concessionnels.

« La mission a également noté la nécessité de poursuivre les réformes dans le domaine de qualité des dépenses en améliorant la gestion des investissements publics et la gestion des finances publiques, de manière à réduire progressivement les subventions pour l'électricité et en mettant en œuvre le système d'ajustement automatique des prix des produits pétroliers à la pompe. Ces réformes doivent faire l'objet d'une bonne évaluation du calendrier de leur mise en œuvre sous tendu par une bonne politique de communication. Le soutien aux plus vulnérables doit être renforcé. Les économies réalisées grâce aux réformes du secteur énergétique pourraient être utilisées pour renforcer le système de filet de sécurité sociale. La viabilité de la dette devra être préservée en maintenant une stratégie d'emprunt prudente.

« La Banque Centrale a adopté une orientation convenablement accommodante pendant la pandémie. À mesure que la pandémie s'atténue, les autorités sont encouragées à mettre en œuvre des actions pour ramener l'inflation à un chiffre grâce à une gestion active des liquidités. Le remboursement par le Trésor des avances de la Banque Centrale soutiendrait les efforts de celle-ci pour réduire l'inflation. La mission a félicité la BCRG pour sa mise en œuvre globalement cohérente depuis novembre 2020 d'une politique d'intervention sur le marché des changes basée sur des règles, ce qui a apporté une plus grande flexibilité au marché des changes. En outre, les efforts visant à encourager la digitalisation et un accès plus inclusif aux services financiers commencent à porter leurs fruits.

« La mission a reconnu les progrès accomplis dans l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires. Les engagements relatifs au financement de la Facilité de crédit rapide octroyé en 2020 ont été largement mis en œuvre, avec un audit des marchés liés à la Covid-19 dû en juin. L'approbation de la loi LBC/FT a également été une réalisation majeure. Sur le plan du climat des affaires, le tribunal de commerce nouvellement créé et le guichet unique pour le commerce extérieur ont été des succès notables. Les réformes pour améliorer

le registre foncier et renforcer le système de lutte contre la corruption, y inclus par l'adoption et la mise en œuvre rapide de la stratégie ainsi que du régime de déclaration de patrimoine, devraient se poursuivre.

« La mission a recommandé de redoubler d'efforts pour parvenir à une croissance plus inclusive et résiliente en renforçant la gouvernance, en investissant dans le capital humain et en poursuivant les efforts de digitalisation. Ces efforts devraient faciliter la diversification, qui pourrait tirer parti du boom minier actuel et s'appuyer sur la richesse du pays en ressources naturelles, y compris l'agriculture.

« L'équipe a rencontré le Premier Ministre Ibrahima Kassory Fofana, le Ministre de l'Economie et des Finances Mamadi Camara, le Gouverneur de la Banque Centrale Lounceny Nabé, le Ministre du Budget Ismael Dioubaté, la Ministre du Plan et du Développement Economique Kanny Diallo, le Ministre des Mines Abdoulaye Magassouba, la Ministre des Travaux Publics Kadiatou Emilie Diaby, le Ministre en charge des Investissements et du Partenariat Public-Privé Gabriel Curtis, le Ministre des Hydrocarbures Diakaria Koulibaly, d'autres hauts fonctionnaires, et des représentants du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. La mission du FMI tient à exprimer sa gratitude aux autorités guinéennes pour les discussions constructives lors de la visite virtuelle. La mission préparera un rapport sur la consultation au titre de l'article IV, qui sera examiné par le Conseil d'administration du FMI au cours du prochain trimestre. »